

Initiatives ministérielles

• (1700)

Je suis sûr que le député ne s'est pas renseigné auprès de son collègue du Québec. Nous ne savons jamais quelle position il défend. Qu'il sache bien que ce n'est pas seulement en Colombie-Britannique que l'accord de libre-échange a causé de graves problèmes, mais partout au Canada, y compris dans la région de l'Atlantique, en Ontario et au Québec.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Reprise du débat. C'est maintenant au tour du Nouveau parti démocratique dont les membres ont accepté de diviser leur période en deux discours de 10 minutes.

[Traduction]

J'autorise le député de Skeena à parler pendant dix minutes.

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, je participe volontiers à ce débat la motion de censure envers le premier ministre et le gouvernement est rédigée en ces termes:

Que la Chambre affirme que le premier ministre ne lui inspire plus confiance. . .

C'est tout à fait manifeste à en juger aux propos qu'a tenus le ministre des Pêches et des Océans, premier représentant du gouvernement à prendre la parole. Si c'est lui l'orateur le plus redoutable parmi les membres du plus nombreux cabinet de l'histoire du Canada, et si ce sont-là les meilleures raisons pour lesquelles les Canadiens devraient appuyer et maintenir au pouvoir le premier ministre et son parti, c'est à désespérer. Les plaisanteries douteuses et les insultes que le ministre des Pêches a lancées à droite et à gauche démontrent que même le cabinet n'a plus confiance dans le premier ministre. Je suis sûr que lorsqu'il lira cet exposé, le premier ministre n'aura pas de quoi se vanter de l'appui que lui a accordé le Cabinet.

Le premier ministre est celui-là même dont le seul titre de gloire après toutes ces années passées dans le secteur privé, au service surtout de l'Iron Ore, a été de transformer Schefferville en ville fantôme. Apparemment, ce titre de gloire auquel mes collègues ont fait allusion aujourd'hui ne fait que se confirmer. Je n'en veux pour preuve que la hausse du chômage, le nombre croissant des faillites, la perte d'emplois de plus en plus nombreux dans le secteur de la fabrication et des pêches. Dans la seule province de la Saskatchewan, 1 000 agriculteurs ont perdu leur exploitation au cours du premier semestre de cette année. Que cette situation soit imputa-

ble à l'accord de libre-échange, à la façon dont lui-même et son Cabinet ont défendu notre pays devant le GATT, à la surévaluation du dollar, à la hausse des taux d'intérêt ou aux préoccupations réelles des Canadiens, c'est une bien triste voie dans laquelle le premier ministre s'est engagé.

Je voudrais consacrer quelques instants à l'environnement. À en juger par son bilan, le gouvernement se soucie davantage de considérations économiques que d'environnement. De même, il se soucie davantage de considérations politiques et commerciales que d'environnement. Ce faisant, il favorise la destruction accrue de notre milieu naturel et compromet les perspectives d'avenir que la jeune génération mettait dans cette merveilleuse région du monde qui est la nôtre.

Le premier ministre aura eu beau défendre devant les Nations Unies les conclusions de la Commission Brundtland, et il aura eu beau faire semblant de favoriser le développement durable, quiconque m'entend doit nécessairement conclure que cela n'est qu'un leurre, comme dirait le ministre des Pêches.

Le premier ministre et le parti conservateur ont démontré qu'ils croient fermement que l'environnement ne coûte rien et que l'exploitation des ressources offre des perspectives illimitées. Ils n'ont pas compris que le temps de la croissance sans limite est passé et qu'il faudra dorénavant limiter la croissance dans le monde entier. Tragiquement, notre environnement a beaucoup souffert à cause de certaines décisions qui ne tiennent pas compte de tous les coûts réels des projets, quelle que soit leur envergure.

Au Canada atlantique, les ressources halieutiques ont été surexploitées, pas par les pêcheurs côtiers de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse, ni même par les quelques pêcheurs côtiers de l'Île-du-Prince-Édouard et du Québec. Ce qui est arrivé, c'est que des décisions politiques et administratives irresponsables ont laissé sans emploi des milliers de pêcheurs et de travailleurs de l'industrie.

Pour ce qui est de la côte de la Colombie-Britannique, c'est dommage que le ministre des Pêches et des Océans ait choisi de partir avant la fin de la période des questions. Il y a eu des fermetures forcées d'usines de traitement des espèces suivantes: crevette, crabe, ormeau et palourde. Aujourd'hui, plusieurs espèces non seulement de poissons de fond mais aussi de poissons anadromes sont menacées à cause de la pollution et de la mauvaise gestion des ressources.